

Culture intensive de soja  
en Amérique latine: impacts sur  
l'environnement et le tissu social  
(mars 2006)



# Avant-Propos

**D**eux images s'entrechoquent quand on parle d'Amazonie. L'image d'une nature luxuriante et celle d'une nature mise à mal par des activités industrielles ou agricoles. Une nouvelle image risque de s'imposer : celle d'un vaste champ de soja.

Une nouvelle menace pèse en effet sur cet écosystème unique qui abrite 53% des forêts tropicales du monde et s'étend de l'Equateur à la Guyane Française en passant par le Brésil (63% de la superficie totale). Vaste bassin hydrographique dont la superficie avoisine les 6,7 millions de km<sup>2</sup>, l'Amazonie est le royaume de la biodiversité. Pour les neuf pays concernés, cela donne 40.000 espèces végétales, 3.000 espèces de poissons, 2.000 espèces d'oiseaux et quelques centaines de mammifères, reptiles et amphibiens. C'est ainsi que 30% de la biodiversité terrestre se trouve en Amazonie.

L'Amazonie brésilienne a aujourd'hui perdu 17% de sa superficie initiale. Cette destruction est survenue ces trente dernières années et ne semble pas devoir s'arrêter. L'industrie du bois rend accessibles des terres qui ne l'étaient pas auparavant. Les terres déboisées se transforment en pâtures pour le bétail. Et il arrive à présent que ces pâtures fassent place à des champs uniformes de soja quand les terres ne sont pas directement défrichées à cet effet...

Greenpeace s'est installée au cœur de l'Amazonie brésilienne pour y lutter contre la destruction forestière dont elle analyse sans répit les causes.

C'est aussi depuis des endroits reculés de l'Amazonie brésilienne qu'elle tente de promouvoir des solutions pour une gestion durable de la forêt. Pour mener ce double combat, il est indispensable de se pencher sur ce qui se profile lentement mais sûrement comme un redoutable moteur de déforestation: le soja. Les pages qui suivent s'attardent sur la progression de cette culture industrielle en Amérique latine et au Amazonie brésilienne en particulier.

Géographie et politique se confondent en réalité dans l'idée d'Amazonie. Au Brésil, neuf états composent l'Amazonie dite légale et englobent environ 4 millions de km<sup>2</sup> de forêts et une zone de savane, appelée Cerrado. L'état du Mato Grosso, qui se profile comme l'état du soja par excellence, présente les deux biotopes. Malheureusement, quand une menace pèse sur l'environnement, elle ne connaît pas de frontières. Les impacts évoqués dans les pages qui suivent s'observent tant en Amazonie que dans le Cerrado.

L'Europe est aujourd'hui le principal importateur de soja au monde et motive par sa consommation, notamment de viande, la destruction de l'Amazonie. La Belgique n'échappe pas à la règle et importe du soja pour nourrir ses animaux d'élevage. Cette réalité nous impose une double vigilance: à l'égard du soja OGM qui doit être retiré des rations des animaux d'élevage et à l'égard du soja cultivé de manière industrielle dans des régions du monde qui méritent d'être respectées.



*L'Amazonie brésilienne se transformera-t-elle un jour en un vaste champ de soja, travaillé par une poignée d'ouvriers agricoles, exposés à de fortes doses de pesticides? Ces trois dernières années, 69.850 km<sup>2</sup> de forêts ont été détruits en Amazonie, en partie pour satisfaire les besoins d'une culture industrielle en pleine expansion et essentiellement vouée à l'exportation.*

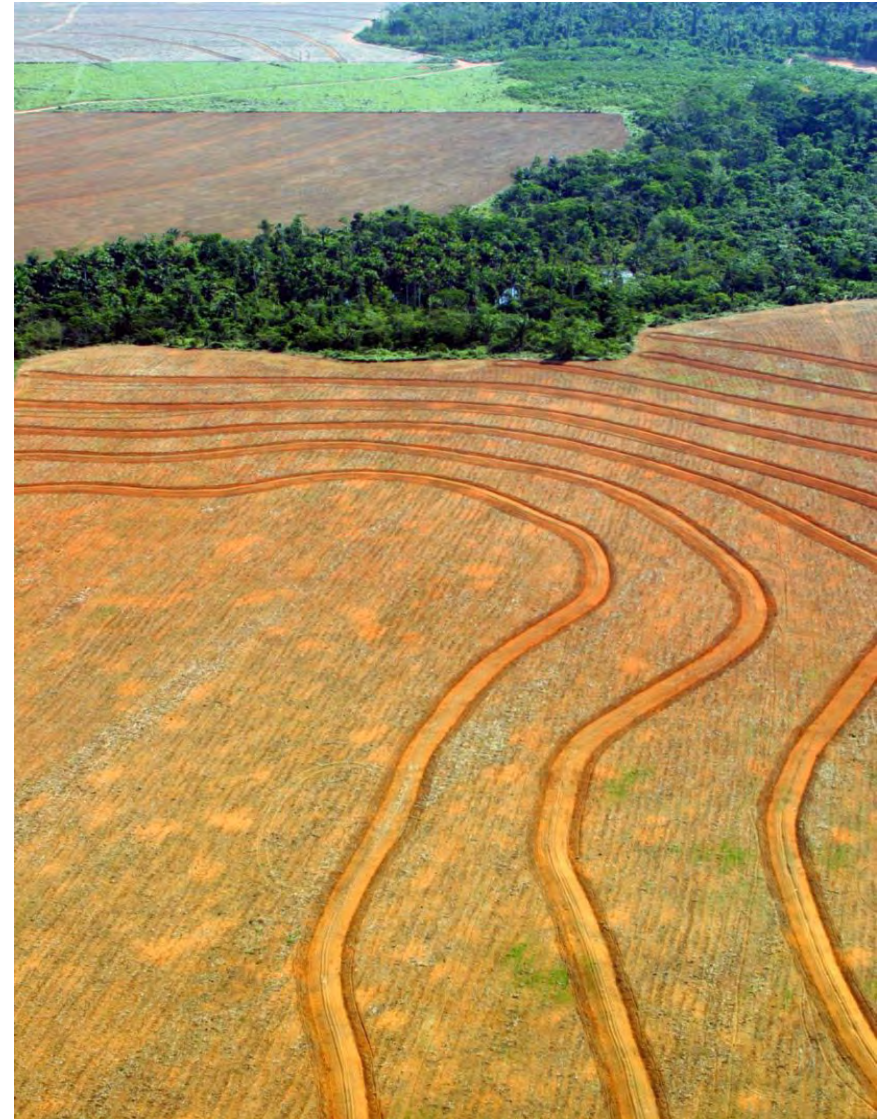
*Le Brésil pourrait prochainement devenir le premier producteur mondial de soja. Il lui faudra pour cela augmenter les surfaces actuellement consacrées à la culture de cette protéine végétale. Cette avancée se fera inévitablement vers l'Amazonie et les états du Nord. Cargill, le géant de l'agro-alimentaire a bien compris que c'est là que les choses se passeront et s'est installé – sans se conformer à la réglementation en cours en matière de permis d'environnement – à Santarém. Cette ville portuaire située sur l'Amazone facilite les contacts avec l'Europe.*

*Par ailleurs, le Brésil n'est plus la terre de culture du soja conventionnel par excellence. Seul un état maintient ce cap tandis que Monsanto négocie avec des paysans brésiliens. Les impacts irréversibles des cultures transgéniques guettent à présent le pays de Lula.*

*Principal importateur de soja au monde, l'Europe et son agro-business ne sont pas sans responsabilité face à la crise sociale et environnementale qui se profile en Amérique latine. Le principal débouché pour le soja est sans aucun doute l'alimentation animale. Il y a donc un lien évident entre la dévastation de l'Amazonie et les mangeoires de nos vaches, cochons et autres poulets.*

*En agissant entre autres sur les fourrages de nos animaux d'élevage, nous pouvons préserver la biodiversité mondiale, éviter d'aggraver les changements climatiques, limiter l'exode rural et l'accentuation d'injustices sociales comme l'esclavagisme tout en œuvrant au développement de solutions agricoles durables et en garantissant la sécurité alimentaire de tout un chacun ...*

*Veerle Dossche, campagne 'Forêts' de Greenpeace, mars 2006*



Coupe forestière illégale dans l'état de Parà - Amazonie brésilienne. © Greenpeace

**En Argentine, 8 millions d'hectares ont été transformés en champs de soja entre 1996 et 2005. Ce qui équivaut à deux fois la superficie des Pays-Bas! Parallèlement, on y a observé un taux de conversion forestière 3 à 6 supérieur à la moyenne planétaire.**

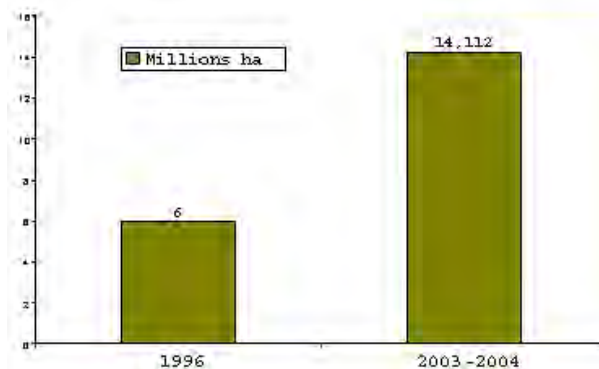
# Soja en Amérique latine

États-Unis (35%), Brésil (27%) et Argentine (17%) ont été les principaux pays producteurs de soja pour la saison agricole 2003/2004. Parmi les autres pays producteurs, on peut citer, pour l'Amérique latine, la Bolivie et le Paraguay. Ne cultivant pour ainsi dire pas de soja, l'Europe importe la quasi totalité de ses besoins et se positionne en tête des importateurs.

Pays producteurs, le Brésil et l'Argentine ont pris – au départ – deux directions opposées. L'Argentine s'est lancée en 1996 dans la production intensive de soja OGM, le Brésil se spécialisant dans la culture conventionnelle de cette denrée alimentaire. Aujourd'hui, cette différence s'estompe toutefois. Le Brésil s'est engagé à son tour dans la filière OGM, le président Lula ayant modifié, suite à d'importantes pressions industrielles, la législation en vigueur dans certaines régions. Monsanto semble par ailleurs prêt à miser sur ce pays pour étendre sa vague de soja transgénique dans le monde.

Indépendamment de cela, bien des points communs existent. Le soja est aujourd'hui très largement cultivé de manière intensive et industrielle. Il s'agit dans ce cas d'une culture hautement mécanisée, aux mains de quelques multinationales disposant d'un important capital de base. Suite à la mécanisation et à l'utilisation de pesticides et d'engrais, il n'est pas exagéré d'affirmer que la main d'œuvre travaillant dans le soja est principalement occupée à des activités de déforestation et de préparation des sols...

## Expansion du soja transgénique en Argentine



## Tango ravageur en Argentine

Dans son rapport *Rust, Resistance, Run Down Soils, and Rising Costs - Problems Facing Soybean Producers in Argentina*, Charles Benbrook analyse les conséquences désastreuses de la culture de soja transgénique (Roundup Ready). Il met en garde contre les **conséquences d'un usage accru de pesticides** et **l'apparition de résistances** ainsi que **l'appauvrissement des sols**. Autre conséquence inacceptable: la **déforestation**. Les forêts Las Yungas et Gran Chaco - qui constituent le second massif forestier d'Amérique latine après l'Amazonie et où jaguars et pumas tentent de survivre - ont payé un lourd tribut à la culture industrielle du soja. Charles Benbrook conclut que l'expansion de **la production de soja n'a paradoxalement pas garanti la sécurité alimentaire de l'Argentine** mais a contribué à la **création - ou au renforcement - de problèmes sociaux** liés à l'adoption d'un système agricole que certains membres du gouvernement argentin n'hésitent pas à qualifier "*d'agriculture sans agriculteurs*" tant il est mécanisé et basé sur le capital. Le boom du soja en Argentine ne semble pas avoir débouché sur un mieux-être social. Selon *l'Institut national argentin des statistiques*, les six années qui ont suivi l'introduction du soja transgénique en Argentine (1996) ont coïncidé avec une augmentation du nombre d'Argentins privés de la base nutritionnelle la plus élémentaire. 8,7 millions de personnes seraient dans le cas.



Production mondiale de soja, en 2004/2005: 219 millions de tonnes.

Superficie consacrée au soja en Amérique latine: 33 millions d'hectares (2003)

Importations de l'UE (tous pays producteurs confondus): 36,9 millions de tonnes (2003/graines et farine)

Importations pour l'UE et la Chine en 2020 (estimation): plus de 80 millions de tonnes

Environ 55% de la production mondiale de soja est transgénique.

# Amazonie: terre agricole?

Jusque dans les années 1980, le soja était cultivé dans le sud du Brésil, dans des zones couvertes, à l'origine, par la forêt atlantique déjà très largement déboisée pour les besoins de l'agriculture et d'une industrie forestière peu durable. Dans les années 1990, le Brésil a entamé le sacrifice d'une partie importante de son Cerrado, une savane typique de cette région du monde. La déferlante du soja a, par ailleurs, atteint l'Amazonie où la culture du soja vient s'ajouter aux menaces existantes : industries extractives, industrie forestière non respectueuse de l'environnement, bétail et dans un autre ordre d'idées, les changements climatiques. Au Brésil, on pourrait consacrer quelque 100 millions d'hectares au soja, soit un territoire pouvant contenir plus de 32 fois la Belgique! L'exploitation de ce potentiel signifierait que la superficie actuellement consacrée à cette denrée miracle (21 millions d'hectares) devrait être quintuplée. Une partie importante de cette expansion est appelée à se matérialiser dans les forêts du Nord.

**Près de la moitié de la déforestation du Brésil déplorée au Mato Grosso, l'état du soja...**

L'état du Mato Grosso (sud de l'Amazonie, 46% de forêt et 49% de Cerrado) envisage de consacrer 40 millions d'hectares à la culture du soja. C'est aussi l'état qui a enregistré le plus haut taux de déforestation: 48% du déboisement brésilien en 2003/2004. Rien d'étonnant pour un état gouverné par Blairo Maggi, un ténor de l'industrie du soja qui estime publiquement qu'une augmentation de plus de 40% du taux de déforestation au Mato Grosso (NDLR: situation en 2002) n'a rien d'alarmant... Le groupe Maggi a par ailleurs fait état de son intention de doubler ses propres cultures de soja dans l'état du Mato Grosso où passe la "transamazonienne" BR-163.

Trois décennies de culture intensive de soja au Brésil



# Multinationales en lice pour le soja

Culture, transformation, stockage et transport du soja s'organisent aujourd'hui bien évidemment à l'échelon planétaire. Quatre sociétés étrangères (Bunge, Cargill, Archer Daniels Midland et Louis Dreyfus) dominent le marché brésilien. Ces groupes américains ou français traitent un volume annuel de soja variant entre 7,4 et 3 millions de tonnes. Ils sont talonnés de près par le groupe brésilien Maggi qui commercialise annuellement quelque 2,5 millions de tonnes de cette précieuse denrée. Cinq autres groupes brésiliens entrent également dans le TOP 10 du soja. La puissance de ces dix ténors est généralement liée à la maîtrise d'une bonne partie de la chaîne de fabrication. Des agents interviennent en amont de la production et fournissent les agriculteurs en engrais, herbicides et semences avant de leur racheter leur récolte à prix fixe. Ils se chargent par ailleurs de la logistique liée au transport et à l'exportation des graines de soja triturées ou non. Ces dernières années, ces grandes compagnies étrangères ont investi massivement dans la transformation 'locale' du soja. Cette transformation s'effectue alors généralement dans les installations du sud du pays.



Il apparaît cependant que la concentration des activités agricoles dans quelques mains n'est pas sans conséquences sur la population et de nombreux éléments confirment que le *boom* du soja ne s'est pas traduit par un mieux social. A l'instar de ce qui s'est produit en Argentine, la pauvreté ne recule pas au Brésil, les inégalités sociales sont de plus en plus marquées et la sécurité alimentaire n'est pas garantie pour tous. Une variation s'observe déjà en ce qui concerne la production de la noix du Brésil. Entre 2000 et 2002, cette production a chuté alors qu'elle fait partie du régime traditionnel des populations locales.



Détenteur du pouvoir économique et politique, le gouverneur Blairo Maggi fait peu de cas de la déforestation mais a refusé publiquement le *Golden Chainsaw award* qui lui a été attribué après un sondage sur Internet. 27.849 internautes l'ont désigné comme le plus grand destructeur de l'Amazonie...  
© Greenpeace



En 2003/2004, le Mato Grosso a perdu 12.576 km<sup>2</sup> de forêts. Une décision gouvernementale a autorisé les coupes pour 4.176 km<sup>2</sup>.

Le solde est le fruit d'une destruction illégale.

723 cas d'esclavagisme ont été dénoncés en 2002 dans des exploitations agricoles, toutes cultures confondues, de l'état du Mato Grosso

Total des ventes (en 2003) du Groupe Maggi : 550 millions de dollars US. .

## La BR-163, une route pavée de bonnes intentions?



Une demande exponentielle, la perspective de marchés à l'exportation juteux, une diminution des terres agricoles disponibles dans le sud du Brésil contribuent à faire de l'expansion du soja un des principaux moteurs de la déforestation en Amazonie. La machine destructrice mise en route dans les années 1990 est alimentée entre autres par de nombreuses institutions bancaires internationales, la présence de géants de l'agro-alimentaire comme Cargill ou le groupe Maggi et plus concrètement par la construction d'infrastructures routières venant fragmenter le tissu forestier et bousculer la donne humaine. Longue de 1.764 km, la BR-163 traverse l'Amazonie du Nord au Sud sans se soucier de l'intérêt écologique ou de la diversité sociale des zones traversées. Seule une partie de son trajet est actuellement asphaltée (état du Mato Grosso).

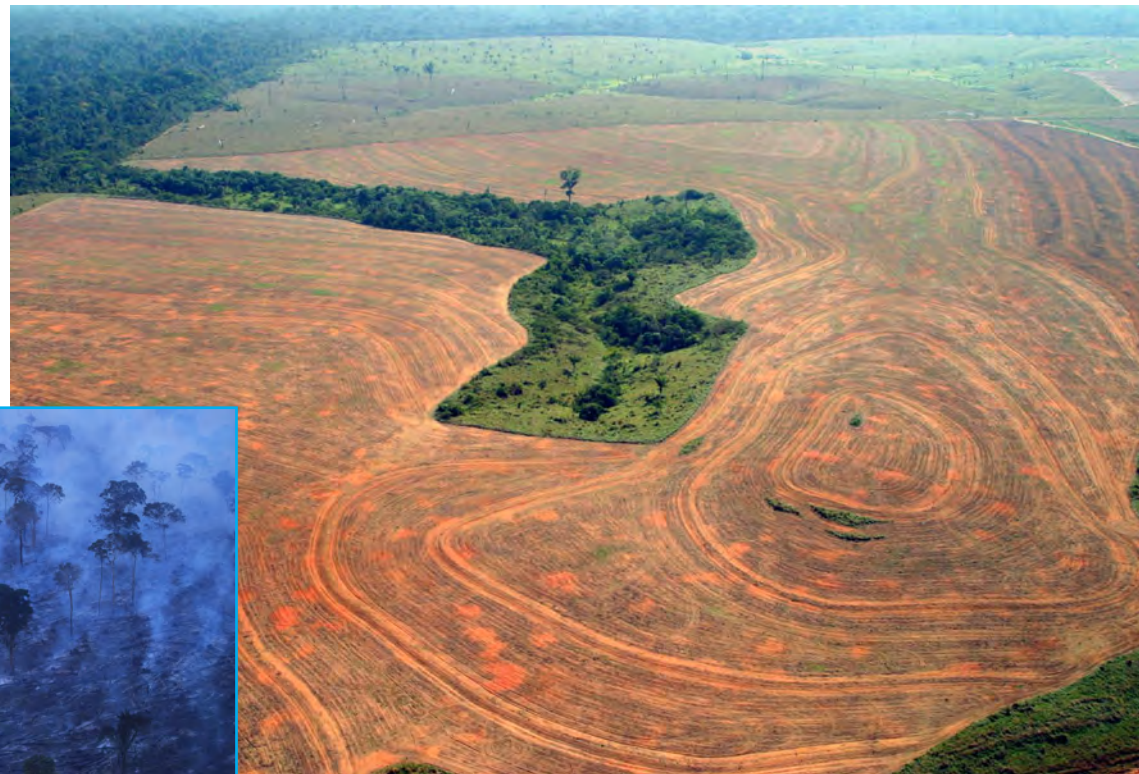
Ce vaste chantier, patronné par le gouvernement brésilien, vient de connaître un coup d'accélérateur auquel la fièvre du soja n'est pas étrangère. La ville portuaire de Santarém localisée sur l'Amazone en constitue la pièce maîtresse. Au Mato Grosso, la BR-163 est asphaltée depuis 2002, après avoir été inaugurée en 1973. De part et d'autre du ruban d'asphalte, l'impact de la route s'observe dans un rayon de 50 kilomètres. On parle d'une perte de 57% du couvert forestier. Dans les zones non encore asphaltées, le taux de déforestation est inférieur à 9%. Lorsque l'asphaltage sera terminé, l'impact sera quasi sextuplé. Le gouvernement brésilien et son ministre de l'Environnement présentent la BR-163 comme un exemple unique de réconciliation des pôles économiques, environnementaux et sociaux. Et de fait, le président Lula a annoncé en février 2006, son intention de protéger (selon divers modes de gestion) 6,5 millions d'hectares dans l'état de Pará. La BR-163 serait donc bel et bien une route pavée de bonnes intentions. Cependant, l'expérience acquise sur le terrain par Greenpeace invite à la prudence. L'Amazonie n'est pas une zone correctement contrôlée, la mise en œuvre des mesures adoptées reste donc plus qu'hypothétique. Il ne faut pas perdre de vue que, entre les mois d'août 2003 et 2004, 26.130 km<sup>2</sup> de forêt tropicale ont disparu (données publiées par le *National Institute for special research*). Pour assurer une protection correcte de l'Amazonie, le gouvernement brésilien doit commencer par renforcer sa présence sur les lieux.



Un axe se dessine entre le Mato Grosso, le port de Santarém et le port maritime de Belem, qui relie le cœur de l'Amazonie à la mer...

**Les autorités du Mato Grosso s'attendent à ce que 2000 camions chargés de soja ou d'engrais empruntent chaque jour la BR-163, lorsqu'elle sera achevée.**

Autre phénomène propre à l'Amazonie : les violations du code forestier. Selon ce code, si l'on change l'affectation du sol, 80% des forêts doivent rester intactes, seuls 20% peuvent être reconvertis. Cette disposition est plus souvent bafouée que respectée... Le soja MADE IN AMAZON a dès lors de fortes chances d'être parfaitement illégal...



Feu de forêt et vue aérienne d'une coupe forestière illégale, réalisée au profit de la culture du soja, dans l'état de Parà en Amazonie brésilienne. © Greenpeace

*Au Brésil, une exploitation agricole familiale fonctionne avec un travailleur pour 9 hectares. Une ferme industrielle de soja de 1.000 hectares est exploitée par trois travailleurs agricoles. On ne crée presque plus d'emplois que dans le secteur des services, par exemple dans la vente de pesticides et d'engrais et non pas dans des tâches agricoles.*



La conversion du Cerrado ou des forêts s'effectue selon la méthode éprouvée des feux de forêts.

En juillet 2003, 11.585 feux de forêts ont été recensés au Mato Grosso, ce qui équivaut à 59% des incendies de forêts au Brésil.

Un phénomène préoccupant car il se combine avec des vagues de sécheresses, probablement premiers symptômes des changements climatiques dans cette région du monde.

## Conditions de travail et abus de droits humains

**D**ans le nord du Brésil, la conversion des forêts en terres arables se fait régulièrement sous l'emprise des armes. Beaucoup de terres à convertir sont rachetées hors du cadre légal. Parallèlement, à ces phénomènes d'illégalités, par ailleurs courants en Amazonie, une tendance à la concentration des pouvoirs économiques s'opère. La taille des exploitations agricoles augmente. En une vingtaine d'années, au Mato Grosso, le nombre de fermes de moins de 10 hectares a diminué de moitié. Il semble d'autre part que les conditions de travail laissent à désirer dans les grandes exploitations agricoles.

L'*Organisation internationale du travail* (OIT) s'est penchée sur le sort des travailleurs du soja. Les salaires sont généralement bas et dans certains cas, ils n'atteignent pas les 2 dollars par jour. Un manque flagrant d'équipements décents est à déplorer. Ce problème se pose particulièrement lorsqu'il est question d'utilisation de pesticides. Des cas d'intoxication sont recensés et tout porte à croire qu'ils ne sont probablement pas tous enregistrés. A ce problème de contamination se greffe un problème environnemental lié à la 'montagne de déchets d'emballage' générée par ce type d'agriculture. En 2001, le Brésil totalisait, selon des sources ministérielles, près de 28.000 tonnes d'emballage de pesticides. La totalité de ces déchets n'étant bien sûr pas dûment enregistrée. Il n'est de plus pas rare que des petits fermiers 'récupèrent' les insectes ravageurs découragés par la dispersion massive de pesticides, opérée pour le compte de grandes exploitations agricoles.

Certaines organisations, dont l'OIT, épinglent également des cas d'esclavagisme. Cet organisme a pu démontrer que le groupe Amaggi (lié au gouverneur Maggi) se fournissait auprès de fermes où l'esclavagisme est attesté. Amaggi a reconnu les faits tout en dégageant sa responsabilité. Des informations similaires circulent à propos des traders Cargill et Bunge. L'esclavagisme semble avoir globalement augmenté plus que la moyenne dans les régions où la culture du soja est en pleine expansion et reste par ailleurs fréquent en Amazonie où ce type de travailleurs fantômes est régulièrement utilisé pour déboiser.



Trois ouvriers agricoles suffisent à la production de 1000 hectares de soja © Greenpeace



## Cultures uniformes, modes de vie uniformes?

Vingt millions d'êtres humains habitent l'Amazonie brésilienne. La population autochtone est évaluée à quelque 180.000 personnes. 28 peuples autochtones, répartis dans les états de Parà, du Mato Grosso et de l'Amazonas, sont directement concernés par le trajet de l'autoroute BR-163. Parmi eux les Indiens Munduruku dont la communauté est installée à quelque 80 kilomètres de Santarém et à quelque 45 kilomètres de la BR-163. Les Munduruku sont aujourd'hui inquiets. Le lien entre la culture du soja et le détricotage de leurs propres valeurs culturelles n'est plus à démontrer. Des arbres servant à la construction de leurs canoës traditionnels sont abattus en grande quantité, des forêts bordant leurs terres ont été brûlées pour être transformées en pâtures. Et pour leurs chefs traditionnels, il est clair que le pire est à venir. L'un d'eux, Fortunato Rocha formule ses craintes sans ambages: " *du monde, de la drogue, de la prostitution.*" Haro sur le développement? La réponse du chef tribal est claire: la nature était la référence, elle risque de ne plus l'être. Et déjà la menace semble se préciser, il n'a pas échappé à ces Indiens vivant le long de la rivière Tapajos que la culture du soja ne peut être envisagée sans produits chimiques et que leurs résidus finiront tôt ou tard dans l'eau ou le sol. Un scénario qui pourrait ne plus être de la fiction pour les indiens de Xingu au Mato Grosso. Leurs terres sont entourées de prairies et de champs de soja. Leur régime alimentaire ne tolère pas d'autres sources de protéines que le poisson. Or, l'Amazonie et ses affluents risquent de payer bientôt un lourd tribut aux pesticides et herbicides utilisés pour rentabiliser les terres gagnées sur la forêt ou le Cerrado. Dans bien des cas, les terres des peuples autochtones d'Amazonie ne sont pas démarquées - et ce en contradiction avec la constitution brésilienne - comment dans ce cas, faire respecter ses droits, face aux intérêts économiques de multinationales? Qu'advient-il de ces hommes et ces femmes quand la culture du soja aura achevé de détruire ce que l'industrie du bois, l'élevage ou encore les industries extractives ont commencé à dégrader? La Constitution brésilienne garantit aux peuples autochtones le droit de propriété de leurs territoires traditionnels. Ces droits sont foulés aux pieds par la culture du soja. C'est pourquoi il est impératif de démarquer ces terres. Greenpeace, qui pendant des années a aidé les Indiens Deni à démarquer leurs terres, peut témoigner des difficultés et de la lenteur du processus. A l'heure actuelle, seule une partie des terres appartenant à des peuples autochtones est démarquée. C'est aux autorités qu'il incombe de terminer ce processus de démarcation. L'expansion prévisible du soja dans le Nord du Brésil ne fait que renforcer cette urgence.

## Tableau synthétique des impacts sur l'environnement



Reconversion de la forêt en terres agricoles au Mato Grosso, Amazonie brésilienne, aire d'influence de la BR-163 © Greenpeace

- feux de forêts. Jusqu'à 11.585 incendies au Mato Grosso en juillet 2003, la fumée libérée dans l'atmosphère freine les précipitations et accentue les sécheresses
- non-respect du code forestier prévoyant, en Amazonie, le maintien de 80% des forêts dans chaque zone reconvertie
- déforestation au Mato Grosso: 48% de la déforestation au Brésil (2004/ 2005)
- renforcement du déséquilibre climatique, sécheresse en 2005
- dégradation de zones naturelles, e.a. via la création de routes
- érosion des sols suite à la mise en culture
- perte de biodiversité suite à la déforestation
- perte de biodiversité suite au développement d'une mono-culture industrielle
- usage de pesticides (pour la récolte 2002/2003 au Brésil: entre 92,5 et 185 millions de litres), herbicides...
- montagne de déchets d'emballage, 4.300 tonnes d'emballage de pesticides ont été récoltés au Mato Grosso
- homogénéisation des semences
- déminéralisation des sols
- pollution de la nappe phréatique e.a. par les pesticides
- et pour le soja OGM: diminution de la fertilité des sols suite à l'utilisation du glyphosate (principe actif du Roundup) et impacts sur les micro-organismes du sol ainsi qu'apparition de résistances accrues aux pesticides.

## Tableau synthétique des impacts sur le tissu social



- menace sur le mode de vie des peuples autochtones vivant dans le bassin de l'Amazone
- diminution des petites exploitations agricoles, au Mato Grosso, le nombre d'exploitations de moins de 10 hectares a diminué de moitié en moins de 20 ans
- paysans forcés de vendre leurs terres
- accès plus difficile aux moyens de production agricole
- fonds publics inégalement distribués, seuls 25% des fonds publics sont octroyés à des exploitations de type 'familial'
- fermiers deviennent bûcherons et ne trouvent de l'embauche que lors des phases de préparation
- urbanisation sauvage suite à la construction de routes, construction stimulée par la nécessité de transporter le soja produit en Amazonie vers le port de Santarém et par la suite vers les pays importateurs dont l'Europe
- intoxications et problèmes de santé liés à la manipulation non protégée de pesticides. Pour l'ensemble du Brésil agricole, on avance les chiffres approchant les 300.000 intoxications par an.
- conflits avec peuples autochtones dont les terres n'ont pas été officiellement démarquées, et ce en contradiction avec la constitution brésilienne, notamment dans l'état de Pará
- conditions de travail infra-humaines liées à l'esclavagisme particulièrement présent dans les états du Mato Grosso et de Pará. 723 cas d'esclavagisme ont été traités en 2002 dans les fermes du Mato Grosso
- augmentation des conflits armés, meurtres...
- accès plus difficile à la nourriture, modification des habitudes ancestrales suite à la déforestation

# Le Brésil bientôt leader des pays producteurs?



Plusieurs analystes confirment la perspective d'une expansion rapide de la production de soja au Brésil, en passe de devenir le leader mondial de la production. L'attrait des marchés à l'exportation n'est sans doute pas étranger à cet engouement brésilien pour le soja tout comme la perspective d'une demande sans cesse revue à la hausse. Les impacts déplorés, tant sur l'environnement que sur le tissu social, pour une production tournant aujourd'hui aux alentours de 55 millions de tonnes, ne risquent donc pas de s'estomper. Les analystes ne manquent pas de relever que dans des régions comme le Mato Grosso, Parà, Piauí, Tocantins et Rondonia, les terres se vendent comme des petits pains et ce, en dépit de la baisse des cours du soja. Ils ne manquent pas d'observer non plus la grande dépendance des agriculteurs face aux multinationales. Souvent, des trocs semences/pesticides et récoltes sont organisés. Pour l'ensemble du Brésil, les multinationales devraient finalement maîtriser 55% de la récolte annuelle. Les coopératives agricoles ne semblent maintenir leur domination que dans les états du Sud. Ces coopératives d'agriculteurs sont aujourd'hui à la base de 8,5% des exportations de soja et semblent avoir des difficultés à entrer en contact avec les acteurs des marchés à l'exportation. Aux impacts évoqués plus haut doivent s'ajouter les atteintes irréversibles que la culture de soja transgénique fait peser sur l'environnement (augmentation de l'utilisation des pesticides, appauvrissement des sols et impact sur la biodiversité). Seul un état du Brésil, l'état de Paraná, semble à présent maintenir l'ancienne ligne de cultures non OGM. Un cinquième du soja brésilien serait déjà transgénique dès aujourd'hui.

Production de soja au Brésil et perspectives pour la prochaine décennie



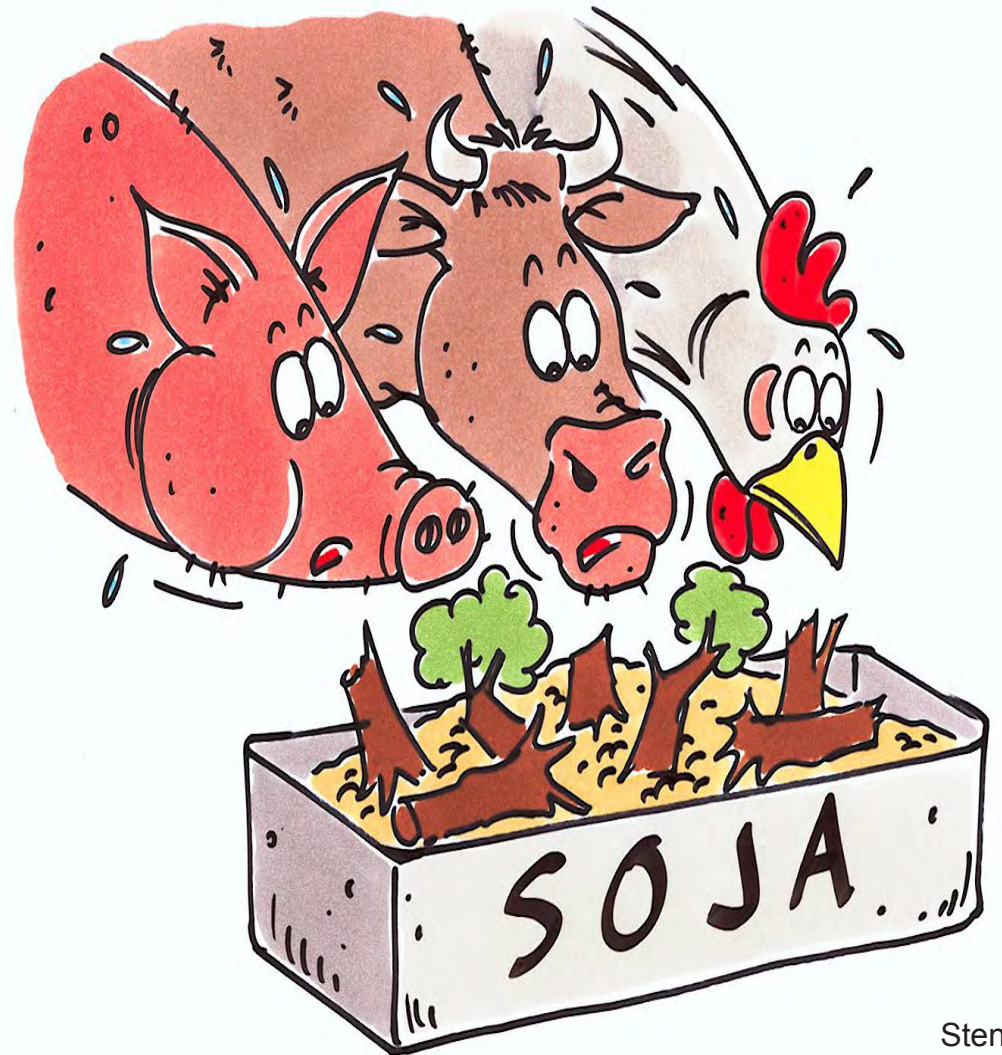
Au niveau mondial, les exportations de soja brésilien étaient de 36,5 millions de tonnes (tous débouchés confondus) pour 2004-2005.

En 2004, 73% de la production brésilienne a été exportée. Les exportations de soja (tous débouchés confondus) représentent 25% des exportations agricoles du Brésil.

Importations de l'UE pour la production de tourteaux de soja destinés à l'alimentation animale: entre 14 et 19 millions de tonnes.

# Europe et protéines végétales

Crise de la vache folle, contamination à la dioxine, découverte de traces de pesticides, diverses crises alimentaires ont frappé l'Europe et expliquent son engouement pour les protéines d'origine végétale. Au niveau européen, les tourteaux oléagineux représentent en moyenne un quart de la ration alimentaire des animaux d'élevage. Une place non négligeable si l'on sait que les aliments composés sont constitués de 8 à 15 ingrédients différents. D'une manière générale, on peut estimer qu'environ 70% de la production mondiale de soja aboutit dans les mangeoires des animaux d'élevage entre autre sous forme de farine. Il faut encore rappeler que le secteur de l'alimentation animale profite largement des failles existantes dans la législation européenne et dissimule aux consommateurs européens, l'origine transgénique de certains ingrédients. C'est donc par ce canal que les organismes génétiquement modifiés (OGM) continuent à pénétrer la chaîne alimentaire européenne. Dix millions de tonnes de soja transgénique provenant d'Argentine seraient ainsi utilisées par l'industrie de l'alimentation animale en Europe. La présence de soja dans les rations des animaux d'élevage est donc doublement préoccupante puisqu'elle justifie la dissémination d'OGM dans l'environnement et favorise l'expansion de la culture industrielle du soja dans des pays comme le Brésil ou l'Argentine, désireux de jouer la carte des *cash crops*. Agir sur la demande globale et agir sur les rations des animaux d'élevage est essentiel pour maintenir une agriculture respectueuse des droits humains, vecteur d'un développement véritablement durable dans les pays du Sud. Ces modifications ne peuvent que bénéficier aux agriculteurs du nord qui pourront eux aussi conserver leur autonomie en réinvestissant dans la culture de protéines locales.

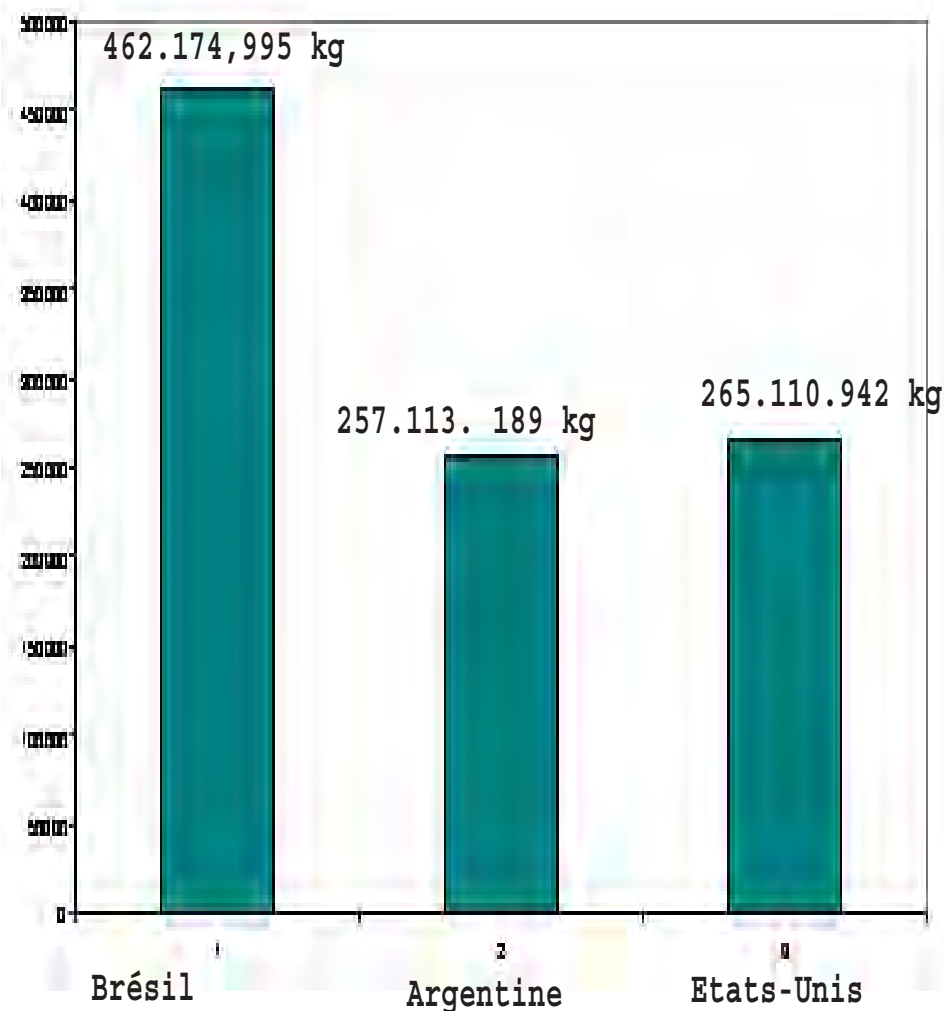


Sten

# Belgique et soja

**E**n 2005, la Belgique a importé directement près de 980.000 tonnes de soja (graines, farine et huile) des trois principaux producteurs de soja. Le gros des importations provenant du Brésil. A cela s'ajoute, des importations indirectes depuis les Pays-Bas (environ 670.000 tonnes pour les dix premiers mois de l'année.) La filière du soja en Belgique démarre principalement au port de Gand et passe entre autres par le terminal céréalier d'Euro-Silo, installé dans la même ville. Les grands acteurs du soja en Belgique sont des entreprises bien implantées de l'agro-alimentaire comme Vanden Avenne et Vandemoortele. Le *Centre pour le développement durable* de l'Université de Gand s'est penché sur le cas du soja. De leur étude, il ressort que la Belgique, et une firme comme Vanden Avenne, commerce beaucoup avec les ténors du soja au Brésil : Cargill, Bunge, ADM et Dreyfus ou encore de CEFETRA, une coopérative de producteurs de bétails des Pays-Bas. La responsabilité des secteurs belges de l'alimentation animale, de l'agro-alimentaire et de la grande distribution dans les impacts environnementaux et sociaux évoqués plus haut semble pouvoir être établie et ne se limite bien sûr aux impacts observés au Brésil. Le *Centre pour le développement durable de l'Université de Gand* a, par ailleurs, calculé les superficies engagées pour nourrir le bétail belge. Pour nourrir le bétail belge, on estime que 500.000 hectares ont été mobilisés en moyenne chaque année dans le monde (depuis 1990) et ce principalement en Argentine et au Brésil. Ceci représente environ 15% du territoire belge. Ce chiffre ne porte que sur les cultures de soja. Pour l'ensemble de l'alimentation animale, il approche les 80%.

Importations belges (2005) de soja au départ du Brésil, de l'Argentine et des Etats-Unis



## Une solution à la portée du secteur laitier belge



Intitulé « *Lait respectueux de l'environnement – Production de lait sans OGM durable et peu onéreuse* » et publié en juin 2005, le rapport publié par Greenpeace analyse la possibilité pour le secteur laitier belge de se passer d'OGM dans l'alimentation animale. Deux conclusions s'imposent suite à la rédaction de ce rapport basé sur diverses études menées par l'Université de Gand et le consultant agricole Wim Govaerts: une production durable de lait est possible en Belgique et économiquement rentable. Dans ce rapport, un premier scénario envisage la faisabilité de la ségrégation des filières OGM et non-OGM et le surcoût qu'elle engendre. Un coût supplémentaire qui ne doit en aucun cas être supporté par les agriculteurs. Un second scénario – préférable d'un point de vue environnemental - envisage la production locale de protéines assimilables par les vaches laitières. L'analyse de l'impact économique de cette reconversion permet de conclure qu'en agissant sur l'alimentation du bétail, il est possible d'augmenter la rentabilité des exploitations agricoles. La culture du trèfle permet en outre de limiter sensiblement les frais d'exploitation liés à l'utilisation intensive d'herbicides ou d'engrais chimiques. Ces derniers étant moins nécessaires.

### Herbe et trèfle: une agriculture plus durable et plus autonome

La combinaison d'herbe et de trèfle dans les rations des vaches laitières remplace avantageusement les tourteaux de soja et présente une série d'avantages dont la fixation d'azote dans le sol, la digestibilité et l'apport de structure. L'ajout de trèfle blanc et violet dans les fourrages permet en outre de diminuer la quantité de maïs fourrager. Les agriculteurs travaillent en alternance, maïs, trèfle et luzerne. Pulpe de betteraves et déchets peuvent également intervenir dans les menus et offrir les variations saisonnières souhaitées.

# Mobilisation pour garder l'Amazonie vivante

L'Amazonie mérite d'être préservée pour ses millions d'habitants comme pour ce qu'elle représente pour l'ensemble de la planète. Premier ensemble de forêts tropicales au monde, l'Amazonie abrite 30% de la biodiversité terrestre, stocke des quantités impressionnantes de carbone. Vaste réseau hydrographique, le bassin de l'Amazone et ses milliers d'affluents constituent une des réserves d'eau douce essentielle pour la planète. Confrontée à la double menace de la déforestation et des changements climatiques, l'Amazonie doit rester la vaste forêt tropicale qu'elle est.

## Développement durable dans les pays producteurs et maîtrise de la demande dans les pays importateurs

Présente en Amazonie brésilienne depuis de nombreuses années et y travaillant avec des associations locales de défense de l'environnement et des représentants des communautés locales, Greenpeace cherche à maintenir les écosystèmes forestiers. Le développement d'une économie durable en Amazonie ne peut être basé sur le modèle actuel qui conduit à la déforestation et bafoue les droits sociaux les plus élémentaires. Ainsi, le boom du soja risque bien de se traduire au Brésil - comme ce fut déjà le cas en Argentine - par une aggravation de la dépendance vis-à-vis des cultures destinées à l'exportation et visant à réduire la dette nationale. L'Amazonie ne peut pas servir plus longtemps de terre d'expansion économique débridée, au seul bénéfice de quelques multinationales. Les autorités brésiliennes doivent favoriser la création d'aires protégées et inscrire les activités économiques dans une perspective durable. En 2004, la décision a été prise de créer une réserve (Porto de Moz dans l'état de Parà) où - selon les plans gouvernementaux - les populations locales pourront exercer des activités économiques durables. Associée à d'autres organisations, Greenpeace a appelé de ses vœux la création de cette réserve comme elle a contribué à la démarcation de terres appartenant aux Indiens Deni et soutient des projets d'agriculture familiale ou de foresterie durable. Greenpeace supporte bien évidemment les efforts entrepris pour développer en Amazonie une filière de bois certifié FSC.

Cette approche basée sur le respect de l'environnement et des droits sociaux est essentielle. Compte tenu des perspectives attendues pour le Brésil et sa propension à conquérir de nouveaux marchés à l'exportation, elle doit s'accompagner de modifications dans les pays importateurs. L'adaptation des rations des animaux d'élevage en Europe est une de ces modifications nécessaires. Aujourd'hui, nous avons tout lieu de croire qu'il est encore temps d'agir pour sauver l'Amazonie brésilienne de ce nouveau péril. Les surfaces effectivement emblavées en soja tournent autour d'un bon million d'hectares mais tout indique que l'on n'en restera pas là.



## Evitons d'acheter la destruction de l'Amazonie

Présente sur tous les continents, Greenpeace se bat pour la sauvegarde des écosystèmes forestiers comme le bassin de l'Amazonie en raison de l'incroyable biodiversité qu'ils recèlent mais aussi pour assurer la survie des peuples qui y vivent . L'*Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO) a avancé en 2005, pour l'ensemble de la planète, la perte annuelle de 13 millions d'hectares. Il y a donc péril en la demeure. C'est pourquoi, Greenpeace demande au secteur de l'agro-alimentaire dans son ensemble de:

- renoncer au soja OGM
- renoncer au soja provenant d'Amazonie
- adapter les fourrages des animaux d'élevage en y intégrant des protéines cultivées localement.

Sans quoi, ce secteur industriel continuera à participer à la destruction d'écosystèmes dont l'importance planétaire n'est plus à démontrer et à la paupérisation de populations de l'hémisphère sud, déjà fragilisées.



### Contacts Greenpeace

Veerle Dossche (campagne Forêts)

0494/510 992

[veerle.dossche@be.greenpeace.org](mailto:veerle.dossche@be.greenpeace.org)

Karen Simal (campagne OGM)

0496/122 100

[karen.simal@be.greenpeace.org](mailto:karen.simal@be.greenpeace.org)

## Documents consultés

- The expanding Soybean Frontier Argentina's dangerous reliance on genetically engineered soybean, Greenpeace Briefing, jan. 2005
- *Monsanto who benefits from GM crops. Monsanto and the corporate-driven genetically modified field crop revolution* - executive summary Friends of the Earth International.
- *Analysis of Market Chains for Dutch Imported Products - Linkages between Dutch imports, biodiversity and poverty alleviation - A research Paper prepared for Netherlands Committee for IUCN - 19 mai 2005*
- *Rust, Resistance, Run Down Soils, and Rising Costs - Problemesn Facing Soybean Producers in Argentina*; Charles M. Benbrook Benbrook Consulting Services Ag BioTech InfoNet, January 2005
- *Soja: division et perspectives*, Bulletin Mensuel - vol 18, division de l'analyse du marché en direct - Agriculture et agroalimentaire Canada; <http://www.agr.gc.ca>
- Communiqués de presse Greenpeace International - mai 2005 et février 2006.
- *Human Rights Violations and environmental destruction through soybean production in Brazil*,
- *USDA Foreign Agricultural Service - Gain Report Number BR5613*, janvier 2005, p 38.
- Factsheet Sojaproductie in Zuid-Amerika, AIDEnvironement advice and Research for Development and Environement; mars 2005 Tropical deforestation & Climate Change, edited by Paulo Montiuho & Stephan Swhawartzman, Amazon Institut of Environemental Research, 2005
- *Amazon under threat*, Greenpeace Briefing,
- Article sur les Indiens Munduruku, écrit par Alaln Clendenning et publié sur [www.planetsave.com](http://www.planetsave.com) en juin 2005 et article sur les Indiens de l'Alto Xingu Park - The Guardian, février 2006
  - A la découverte de l'agriculture européenne, discours de M. Yves Monecot, président de la FEFAC, avril 2003
- *Elaboration of the concept of ecological debt* - CDO Ghent, VLIR-BVO 2003 - final report septembre 2004.
- Info veille citoyenne sur les OGM, Bulletin n°70, décembre 2005